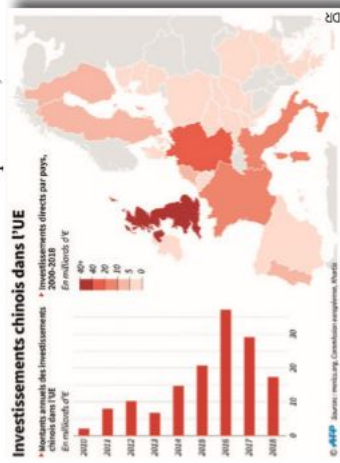


Les investissements chinois en Europe occidentale

Depuis deux à trois décennies, l'État stratège chinois a multiplié les investissements à l'étranger avec l'internationalisation progressive de ses entreprises et la modernisation de sa diplomatie. La stratégie d'investissement s'est accélérée et largement amplifiée au lendemain de la crise financière internationale entre 2007 et 2009. En effet, Pékin a réorienté sa politique étrangère en profitant de l'affaiblissement des démocraties occidentales, notamment européennes, pour organiser des percées dans tous les domaines et acquérir ce dont le pays et ses entreprises avaient besoin.

En une décennie d'investissement, la Chine est présente à travers tous les secteurs : TIC, automobile, sport, énergie, immobilier, tourisme, luxe, éducation et enseignement supérieur. Ces investissements correspondent à une double réalité, d'une part l'action de l'État-Parti chinois en lien avec des grandes entreprises, d'autre part celle d'investisseurs chinois ayant une culture des affaires et de la mondialisation et dont l'ampleur est de moindre envergure que la première. Aussi existe-t-il une subtile cartographie des investissements par secteurs et par acteurs, fruit d'une intelligence économique et stratégique fine allée parfois à des sorties de capitaux. Le flux annuel d'investissements chinois en Europe est passé de moins de 1 milliard d'euros en 2008 à plus 3,5 en 2016. Depuis, le montant des investissements semble se tasser, mais ne pas fortement diminuer. Cette explosion des investissements correspond à une mutation de la stratégie de Pékin. Traditionnellement orientés vers les matières premières, les investissements chinois étaient concentrés en Afrique et en Asie pour les énormes besoins énergétiques du pays. Aujourd'hui, la Chine a une connaissance précise de l'Europe et y trouve des techniques de pointe et des services dont elle a fortement besoin pour sa puissance et son internationalisation. La première destination est le Royaume-Uni (23 %), suivie par l'Allemagne (19 %), l'Italie (13 %) et la France (11 %). Les



techniques de l'information et de la communication constituent la première cible puis suivent les transports et infrastructures et l'immobilier.

Parmi les investissements les plus médiatisés figure celui d'une infrastructure portuaire, le port du Pirée en 2008, alors en pleine crise financière. Ce sera le premier d'une longue série d'une géostratégie portuaire européenne (plusieurs terminaux en totalité ou en partie : Barcelone, Rotterdam, Hambourg, Zeebrugge, Anvers, Le Havre, etc.). S'ajoutent à cela des investissements dans les dettes, le *mix* énergétique et les infrastructures des pays méditerranéens (Grèce, Espagne, Italie, Portugal), mais aussi le rachat de grands groupes de techniques avancées (Kuka en Allemagne par le géant chinois de l'électronique Midea ou Nexperia, entreprise des Pays-Bas spécialisée dans les semi-conducteurs et rachetée par Wingtech), des investissements dans la terre (départements français de l'Allier, du Cher, de l'Indre, etc.). Le secteur du tourisme, des loisirs et du luxe connaît un intérêt croissant en Chine. Le groupe Club Med ou encore Louvre Hôtels, Accor Hôtels, Pierre & Vacances, représentent des exemples éloquentes, permettant à terme à la Chine de constituer de bout en bout un système touristique maîtrisé pour des consommateurs chinois (produits, langues, tours, etc.). A chaque fois le montant des opérations est colossal, écartant toutes concurrences et assurant une affaire juteuse pour le client.

Ces investissements suscitent des inquiétudes et beaucoup d'incertitudes (pillage, sécurité, perte de souveraineté, espionnage et enfin emplois) au sein de l'Union européenne, suggérant la mise en place de mécanismes (non sans difficultés, lourdeurs et inefficacités) de protection sinon d'anticipation. Bruxelles travaille à une meilleure identification des pénétrations chinoises en Europe (secteurs stratégiques et infrastructures critiques) et demande à la Chine de faire preuve de plus de transparence dans ses opérations (recours à des paradis fiscaux – passage par Hong Kong et les Caraïbes, acteurs, financement, finalité des investissements, etc.).

Depuis le lancement du projet des « Nouvelles Routes de la soie », Pékin cherche à dynamiser et relancer un souffle plus encadré de ses investissements en Europe, notamment en incluant des personnalités politiques de haut niveau (David Cameron au Royaume-Uni, Jean-Pierre Raffarin en France, Viktor Orban en Hongrie, etc.) afin de convaincre et d'accéder sans entraves aux institutions décisives.

Emmanuel Véron
docteur en géographie, professeur à l'école navale et membre des Jeunes de l'IEDN